

## LE P-DG D'ALGÉRIE TÉLÉCOM L'A ANNONCÉ HIER

Vers la gratuité  
des appels locaux

**Moussa Benhamadi a annoncé, hier, que les appels locaux seront gratuits dès 2013. Il a également révélé que la privatisation d'Algérie Télécom a définitivement été abandonnée par les pouvoirs publics.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - «Les appels locaux sur le réseau de téléphonie fixe seront gratuits», a déclaré, hier matin, Moussa Benhamadi sur les ondes de Radio Chaîne III.

Le président-directeur général d'Algérie Télécom a indiqué que cette gratuité entrera en vigueur dans quatre ans, soit en 2013.

Il est utile de préciser que le «free» local est appliqué par la quasi-totalité des grands opérateurs internationaux.

D'ici à 2013, Algérie Télécom aura à développer son réseau de fibre optique ce qui lui permettra d'offrir d'autres services à valeur ajoutée à l'instar de l'Internet haut débit et la télévision via la téléphonie fixe.

Moussa Benhamadi est également revenu sur le dossier de l'ouverture du capital de l'entreprise qu'il dirige. Un dossier qui a été définitivement enterré.

«Algérie Télécom ne sera pas privatisée et son capital ne sera pas ouvert au public», a-t-il dit sur les ondes de la Chaîne III.

Lancé en 2005, le processus de privatisation de l'opérateur de téléphonie public avait été gelé depuis quelques mois. En octobre dernier, le P-dg d'AT avait annoncé que le processus de privatisation devait être reporté «pour une durée de deux ou trois ans». «Nous devons mettre à niveau l'entreprise afin qu'elle soit au même rang que les groupes



La gratuité entrera en vigueur dans 4 ans.

internationaux avant d'ouvrir son capital», avait-il alors précisé. Mais à en croire Moussa Benhamadi, cette phase de transition n'a plus raison d'être puisque le pro-

jet de cession a été définitivement abandonné. Pourtant, le gouvernement a engagé des sommes importantes dans la mise en œuvre du processus de privati-

sation, qui avait été confié à la banque espagnole Santander.

Reste toutefois à savoir si finalement cette décision du gouvernement ne s'est pas im-

sée d'elle-même. En effet, la crise financière internationale qui sévit toujours pourrait dissuader les éventuels repreneurs. Il est vrai qu'au lancement du processus, plusieurs grands groupes internationaux avaient affiché leur intérêt à entrer dans le capital d'Algérie Télécom. Depuis, la situation a totalement changé, le secteur de la téléphonie et des télécommunications n'ayant pas échappé à la crise financière internationale.

A tel point qu'Algérie Télécom semble vouloir être plus présente à l'international. C'est en tout cas ce qu'a précisé, hier, Moussa Benhamadi sur les ondes de la Chaîne III.

En effet, le P-dg d'AT envisage de prendre «des participations dans des entreprises à l'étranger, notamment dans des pays d'Afrique».

T. H.

## À L'APPEL DU CNAPEST

Les lycées  
d'Alger-Ouest  
en grève

Entre les enseignants affiliés au Cnapest et l'académie d'Alger-Ouest, le courant ne passe plus. Face à cette situation de blocage, le Conseil national d'Alger-Ouest a décidé de recourir à une grève de trois jours, à compter d'aujourd'hui.

A l'origine de ce débrayage, des problèmes d'ordre administratif et financier. Les enseignants dénoncent des retards dans le paiement des salaires et la gestion des œuvres sociales. Une situation qui dure depuis de longs mois en dépit des rencontres avec le premier responsable de la Direction de l'éducation.

Dans un communiqué rendu public par le Cnapest, les syndicalistes dénoncent l'attitude de la Direction de l'éducation qui, en guise de réponse, s'est contentée d'une «missive dans laquelle, au lieu de répondre aux doléances des enseignants, elle a tenté de faire croire que le mouvement de protestation était illégitime», sans compter que les enseignants ont été sanctionnés après la grève du 25 janvier dernier.

Face à cette situation, les enseignants, réunis le 9 février dernier, ont décidé de maintenir le mouvement de grève, appelant la Direction de l'éducation à répondre à leurs doléances.

N. I.

## BENBOUZID :

«Les programmes doivent être achevés  
avant le 15 mai»

**Le ministre de l'Education nationale, M. Boubekour Benbouzid, a appelé, hier, les directeurs de wilaya à achever les programmes pour les différents paliers au plus tard le 15 mai prochain. Il a également exigé l'accélération et l'intensification du soutien scolaire notamment pour les classes d'examen.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Le ministre a annoncé, par ailleurs, qu'à partir de l'année prochaine, les leçons de soutien pour le secondaire ne seront pas seulement assurées pour les classes de terminale, mais commenceront dès la première année secondaire.

Le premier responsable du secteur de l'éducation, tout en s'estimant satisfait de l'état d'avancement général des programmes et des cours de soutien, notera que certaines wilayas devront faire des efforts supplémentaires. Il s'agit de Batna, Tamanrasset, Illizi, Naâma, Ghardaïa, Laghouat et Souk-Ahras, qui accusent un retard dans les programmes du secondaire.

Ces régions, selon le ministre, doivent rattraper une à trois leçons. A cet effet, les directeurs de l'éducation de ces wilayas ont été invités

à assister à une réunion spéciale en vue de trouver les moyens de terminer les programmes avant la période des examens. La capitale n'a pas été épargnée par le retard dans les cours puisque M. Benbouzid citera le cas d'Alger-Ouest qui devra faire des efforts supplémentaires.

Le ministre a donné instruction pour l'optimisation des heures de travail et l'exploitation des lundis après-midi et des jeudis. Il appellera ainsi à faire barrage aux cours de soutien anarchiques donnés en dehors des établissements.

Il citera les efforts fournis par certaines wilayas qui ont offert une aide financière au secteur de l'éducation. Cela est le cas pour Sétif qui a offert 3 milliards de centimes et d'Alger qui a donné 10 milliards de centimes. Dans le cadre de l'amélioration du rendement des établisse-



Benbouzid satisfait de l'état d'avancement des programmes.

ments, le ministre a souligné l'importance de la gestion interne.

A cet effet, une commission a été installée et chargée de suivre l'avancement et l'application des programmes notamment pour les classes d'examen. Par ailleurs des inspecteurs seront désignés pour l'évaluation du suivi des programmes.

Pour ce qui est des cours de soutien, leur taux d'avancement a atteint les 70 % pour le primaire, 50 % pour le

moyen et 50 % pour le secondaire, où les leçons de soutien ont concerné 120 000 élèves. Toutefois, dans certaines wilayas comme Sidi-Bel-Abbès, Souk-Ahras et Aïn-Témouchent, ce taux a atteint 100 %.

Ceci alors que les taux les plus faibles, 10 % et 15 %, sont enregistrés dans les régions de Naâma, Laghouat et Djelfa. Selon le ministre, le suivi des élèves de tous les paliers est impératif.

F.-Z. B.